



JE PROPOSE....

Les responsabilités qui sont miennes en ces temps d'incivisme et d'amateurisme politique, m'imposent le devoir impérieux de dire à la population et à la communauté internationale que le pays a atteint les limites d'un effondrement total. Aujourd'hui, deux camps irréconciliables s'affrontent. L'un veut à tout prix prendre le pouvoir par la transition et l'autre jure de le garder envers et contre tous. Pendant ce temps les familles haïtiennes glissent dans des conditions abiotiques vers la sous-humanité. Et la porte du désespoir peut s'ouvrir sur la catastrophe longtemps annoncée. Alors que faire ?

Deux options s'offrent à nous:

1. Laisser pourrir cyniquement la situation jusqu'à une réelle et sanglante insurrection populaire.
2. Renvoyer dos à dos les extrémistes de tout camp pour le compromis historique.

Pendant que je me rebelle avec le peuple contre ce gouvernement qui nous asphyxie, je propose avec courage et humilité :

A. Signature d'une Convention Nationale entre le Secteur Privé et des Entités Politiques en ayant les Nations Unies, l'Organisation de la Francophonie, l'Organisation des Etats Américains comme témoins, pour la formation d'un Collège Exécutif National devant assumer les charges du Pouvoir Exécutif de façon collégiale avec une présidence mais sans un premier ministre intérimaire ni un président provisoire.

B. Le Collège nomme un Gouvernement d'Exception avec toutes les forces du pays et une Autorité Nationale de Contrôle, conformément à la Convention Nationale, tout en excluant l'idée de partager le pouvoir avec les parties signataires.

C. Le Collège, en collaboration avec le Tiers du Sénat de la République, rétablit le fonctionnement des Pouvoirs Publics, en vue de l'application de l'Agenda de la Transition, en passant par la lutte contre les gangs, les terroristes, l'impunité, la corruption, la contrebande, la vie chère, l'exclusion sociale jusqu'à la tenue de prochaines élections sous l'empire d'une nouvelle constitution.

Le pays est en ébullition. Les manifestations populaires sont réprimées dans le sang par le pouvoir. La coalition gouvernementale a perdu le contrôle de la situation. Nous devons poser un acte de puissance publique pour une solution haïtienne afin de rétablir la paix des rues, la protection des vies et des biens.

Haïti doit se prendre en charge!

ENSEMBLE, MAINTENANT !
Haïti, le 7 septembre 2022



Dr. Emmanuel Ménard